

2 Politique

Crise post-électorale

Oye Mba et la troisième voie



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba...



... et l'opposant Jean Ping entendront-ils l'appel de...

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

L'ancien Premier ministre, vice-président de l'Union nationale (UN), en appelle à l'ouverture d'un dialogue direct entre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et son principal opposant, Jean Ping. Une démarche qui, si elle trouve un écho favorable, ouvrirait, selon lui, le chemin à une certaine décrispation politique. Casimir Oye Mba fait la proposition d'une rencontre qui confronterait les principales conclusions des Dialogues d'Angondjé et de Noé Palace.

VENDREDI dernier a donné lieu à ce qu'il conviendrait d'appeler désormais, "l'appel de Casimir Oye Mba". L'ancien chef du gouvernement, aujourd'hui opposant radical, vice-président de l'Union nationale (UN) et un des principaux soutiens du candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, Jean Ping, a invité ce dernier et le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à se parler, à travers un troisième Dialogue politique. Une rencontre qui ne serait qu'une sorte de jonction entre le Dialogue politique dont les conclusions ont été livrées

vendredi écoulé, et celui tenu à l'initiative de l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA), ayant eu lieu à la fin de l'année 2016. A l'en croire, ce serait la seule issue pour décriper «les crises politique et économique» actuelles. La question est maintenant de savoir sur quoi se fonde l'initiative de l'ancien Premier ministre de feu Omar Bongo Ondimba. Casimir Oye Mba a commencé par rappeler les tractations politiques antérieures dans notre pays, et les grands rendez-vous qu'ils ont générés. Notamment la Conférence nationale, les Accords de Paris, les Accords d'Arambo. Les défunts Simon Oyono Aba'a, Pierre-Louis Agondjo Okawe et Pierre Mamboundou, après un travail de l'ombre rondement mené, sont cités pour avoir été des instigateurs de ces retrouvailles de la classe politique gabonaise qui font désormais date. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard, si le vice-président de l'UN a fait allusion à ces illustres prédécesseurs. «Qui peut nier que sans Simon Oyono Aba'a et le Morena, il n'y aurait pas eu la Conférence nationale en



... Casimir Oyé Mba ?

1990 ? Sans Pierre-Louis Agondjo et Paul Mba Abesole, il n'y aurait pas eu les Accords de Paris en 1994 ? Sans Pierre Mamboundou, il n'y aurait pas eu les Accords d'Arambo en 2006 ? », s'est-il interrogé lors de sa déclaration, vendredi dernier à la Chambre de Commerce de Libreville. Dans cette optique, il a mis en avant des contacts qui pourraient faciliter les choses. Tout en rejetant "l'option de la Communauté internationale" source d'invention des «solutions à notre place». Même si, il a reconnu que

celle-ci pourrait nous soutenir si on la sollicite, plutôt dans un rôle de facilitateur. Toute chose qui, là aussi, pourrait trouver l'assentiment d'un certain camp, celui de Jean Ping notamment qui, lors de nombreuses sorties devant la presse, a souvent milité dans ce sens. Comme récemment, à l'occasion d'un petit-déjeuner de presse. Il avait déclaré être disponible en cas d'une médiation du président en exercice de l'Union africaine (UA), le Guinéen Alpha Condé. C'est dire alors que rien n'est impossible...

De plus, le natif de Donguila, dans le département Como-Mondah (Ntoum), a également esquissé quelques pistes de ces discussions. «De quoi va-t-on parler ?», s'est-il demandé. Avant de dire: "de tout ce qui pose problème". Là, il a semblé laisser la porte ouverte à tout. A défaut de faire des propositions concrètes, il s'est contenté d'un habillage contenu dans des «réflexions utiles menées depuis longtemps». Ce d'autant plus qu'il a recommandé de rechercher et d'organiser une convergence entre le Dia-

logue d'Angondjé et celui de Noé Palace.

Tout le monde l'aura compris, même s'il ne l'a pas dit de façon explicite, Oye Mba suggère de faire une sorte d'attelage des résolutions issues de ces deux dernières rencontres, au nom de l'intérêt supérieur du pays.

Au final, cette initiative de l'ancien membre des gouvernements successifs de feu Omar Bongo constitue une invite de poids, à l'endroit des tenants de l'opposition dite radicale dont le chef du file est Jean Ping, et ceux du pouvoir, afin de dialoguer pour endiguer une bonne fois pour toutes la crise. Ce qui, comme l'a reconnu Faustin Boukoubi, le secrétaire général du PDG (au pouvoir), révisant à la déclaration de Casimir Oye Mba justement, pourrait aider à relancer l'économie.

Il ne reste plus qu'à espérer que le Premier ministre Oye Mbal soit entendu par toutes les parties, et donc que l'écho de ses paroles résonne favorablement dans le subconscient de tous les protagonistes de l'échiquier politique national.

Décès d'un ancien parlementaire

Joseph-Marie Mombo n'est plus

SM

Libreville/Gabon

ANCIEN secrétaire d'Etat en charge de l'Agriculture dans les années 1970, également ancien député et sénateur de la commune de Mbigou, dans la province de la Ngounié, Joseph-Marie Mombo est décédé, vendredi dernier, à Libreville, des suites d'une

maladie. Il était âgé de 80 ans. Ancien élève du collège Saint Gabriel de Mouila, le défunt aura, de son vivant, dignement servi son pays à travers les multiples fonctions qu'il a occupées. D'abord, député à l'Assemblée nationale (1970-1973), puis secrétaire d'Etat en charge de l'Agriculture, avant d'être à nouveau élu député (1981-1986).

Joseph-Marie Mombo a également été directeur général de l'École de préparation aux carrières administratives (E.P.C.A), avant d'être sénateur de la commune de Mbigou, lors de la première Législature de cette institution qui deviendra la deuxième chambre du Parlement. Non sans compter sa nomination à la fonction de Conseiller politique du président défunt Omar

Bongo Ondimba. Marié, l'illustre disparu laisse une nombreuse famille.

Jean-Marie Mombo a tiré sa révérence le 26 mai dernier.



Photo : DR